



# Conseil économique et social

Distr. générale  
18 avril 2024  
Français  
Original : anglais

## Session de 2024

27 juillet 2023-24 juillet 2024

Point 14 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration sur l'octroi de  
l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux  
par les institutions spécialisées et les organismes  
internationaux associés à l'Organisation des Nations  
Unies**

## **Informations présentées par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies sur les activités qu'ils mènent pour assurer l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

### **Rapport de la Présidente du Conseil**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Appui apporté aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies . . . . .	3
A. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes . . . . .	4
B. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique . . . . .	6
C. Organisation de l'aviation civile internationale . . . . .	7
D. Organisation internationale du Travail . . . . .	8
E. Fonds monétaire international . . . . .	9
F. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme . . . . .	11
G. Forum des îles du Pacifique . . . . .	11
H. Programme des Nations Unies pour le développement . . . . .	14



I.	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime . . . . .	18
J.	Union postale universelle . . . . .	19
K.	Programme alimentaire mondial . . . . .	20
L.	Organisation mondiale de la Santé . . . . .	21

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 2023/33, le Conseil économique et social a prié sa présidence de rester en relation étroite avec la présidence du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'agissant de ces questions et de lui rendre compte à ce sujet.

2. Au paragraphe 7 de sa résolution 78/83 sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale a prié les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, d'examiner la situation dans chaque territoire non autonome de façon à prendre des mesures appropriées pour y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social. Au paragraphe 21 de la même résolution, l'Assemblée a félicité le Conseil de ses délibérations sur la question de l'aide aux territoires non autonomes, et l'a prié de continuer d'intensifier sa coopération avec le Comité spécial en vue de mettre au point des mesures appropriées pour mieux coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies visant à appliquer les résolutions de l'Assemblée sur la question. Au paragraphe 12 de sa résolution 78/82, l'Assemblée a encouragé les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ainsi que les organisations régionales à continuer d'apporter une assistance aux territoires non autonomes touchés par les ouragans, phénomènes naturels et autres phénomènes météorologiques extrêmes et à élaborer des programmes adaptés visant à appuyer les mesures de secours ainsi que les efforts de relèvement et de reconstruction, et prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur la question.

3. Les 17 territoires ci-après relèvent du Comité spécial : Anguilla, Bermudes, Gibraltar, Guam, Îles Caïmanes, Îles Falkland (Malvinas)<sup>1</sup>, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Nouvelle-Calédonie, Pitcairn, Polynésie française, Sahara occidental, Sainte-Hélène, Samoa américaines et Tokélaou. On trouvera ci-après les informations présentées en réponse à la demande faite aux institutions spécialisées et aux organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies de rendre compte de leurs activités relatives à ces territoires.

## II. Appui apporté aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

4. Des réponses ont été reçues de 18 organismes des Nations Unies et de deux organisations internationales. L'Association des États de la Caraïbe, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale du tourisme et l'Union internationale des télécommunications ont indiqué ne pas avoir d'informations à présenter sur la question. Selon les renseignements communiqués et compilés, au cours de la période considérée, les 12 organismes indiqués ont continué

<sup>1</sup> La souveraineté sur les Îles Falkland (Malvinas) fait l'objet d'un différend entre le Gouvernement de l'Argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

d'apporter un appui aux peuples des territoires non autonomes, en application des résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Comité spécial.

## A. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

[9 février 2024]

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a continué d'apporter son soutien aux territoires non autonomes des Caraïbes en 2023. La priorité a été donnée aux besoins liés à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la plateforme pour le développement durable des petits États insulaires en développement, y compris les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Les problèmes de développement que connaissent les territoires non autonomes des Caraïbes sont pour beaucoup les mêmes que ceux rencontrés dans toute la sous-région, à savoir une vulnérabilité économique, sociale et environnementale particulière aux chocs extérieurs, de hauts niveaux d'endettement, une marge de manœuvre budgétaire limitée et une forte exposition aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes. La CEPALC concentre donc ses efforts sur le soutien intégré et la participation de ses 30 membres des Caraïbes, y compris les sept territoires non autonomes de la sous-région<sup>2</sup>.

Dans un contexte où les gouvernements sont soumis à une forte pression pour réduire les dépenses publiques et promouvoir la défense des intérêts des Caraïbes. La CEPALC est consciente qu'il importe de traiter les questions économiques, sociales et environnementales et d'encourager la planification afin de soutenir le développement durable, et de promouvoir la défense des intérêts des Caraïbes. À cet égard, la commission régionale cherche à répondre aux besoins et aux vulnérabilités propres aux pays des Caraïbes, en veillant à ce que leurs préoccupations bénéficient de l'attention la plus large possible, dans le cadre d'une approche intégrée. Enfin, cette approche stratégique contribue à l'application de la résolution 574 (XXVII) de la CEPALC et vise à faire en sorte que toutes les voix des Caraïbes soient entendues et relayées dans les instances régionales et mondiales, afin de faire progresser les programmes de la sous-région en matière de développement durable dans le respect du principe d'égalité et de renforcer les positions communes. Dans ce contexte, l'adoption en 2022 par le Comité de développement et de coopération des Caraïbes de la résolution 111 (XXIX), qui porte sur le soutien apporté aux pays membres associés de la CEPALC, donne un élan particulier aux travaux que mène cette dernière avec ces territoires.

### 1. Appui à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable

Dans le cadre du soutien qu'elle a apporté aux territoires en 2023, la CEPALC s'est principalement attachée à faire en sorte que les territoires qui sont membres associés soient pris en compte dans les recherches liées au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable. Plusieurs publications parues en 2023, dont le rapport de synthèse établi en préparation de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et une étude sur les conséquences différenciées selon le genre de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) sur le travail rémunéré et non rémunéré dans les Caraïbes, ont fourni une analyse de la

<sup>2</sup> Territoires non autonomes des Caraïbes : Anguilla, Bermudes, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques et Montserrat.

situation dans un ou plusieurs territoires. Dans une étude sur les considérations politiques en matière de transport durable, la situation des Îles Vierges britanniques a été examinée, ainsi que d'autres cas<sup>3</sup>. Quatre territoires ont également répondu à une enquête en vue d'une prochaine étude visant à mesurer la transformation numérique de la société et l'inclusion numérique.

## 2. Faciliter la participation aux conférences et aux plateformes régionales et mondiales

Tous les efforts sont faits pour soutenir la participation des territoires non autonomes de la région des Caraïbes aux plateformes régionales et mondiales, afin qu'ils puissent y faire entendre leur voix. Au niveau régional, tous les territoires non autonomes et les autres membres associés de la CEPALC sont invités à participer aux 11 organes intergouvernementaux dont la Commission assure le secrétariat. Ces organes constituent des instances multipartites de concertation sur les politiques en ce qu'elles permettent d'examiner diverses questions de politique publique propres à la région, facilitent la coopération entre les pays et territoires et promeuvent des positions régionales tout en tenant compte des particularités sous-régionales dans leurs mandats.

Certains territoires ont continué à participer activement aux réunions relatives au développement durable dans la région. En 2023, Anguilla, les Bermudes, les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques et Montserrat ont tous participé au minimum à une réunion intergouvernementale, notamment à des réunions liées à la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, à la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC, au Forum des Caraïbes sur la population et le développement et au Comité de développement et de coopération des Caraïbes.

Plusieurs territoires ont participé activement aux travaux de l'Observatoire parlementaire sur les changements climatiques et la transition juste<sup>4</sup>, et des personnes représentant les Îles Vierges britanniques et Montserrat ont participé au premier Sommet parlementaire sur les changements climatiques et la transition juste en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenu en avril 2023, et ont signé la troisième déclaration commune publiée par l'Observatoire<sup>5</sup>. Le Premier Ministre des Îles Vierges britanniques, Natalio Wheatley, a également participé à une manifestation parallèle organisée par l'Observatoire en marge de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, lors de laquelle une déclaration commune a été publiée<sup>6</sup>.

### Soutien aux activités de recherche et à l'analyse des données

En septembre 2023, la CEPALC a lancé la plateforme de données législatives de l'Observatoire parlementaire sur les changements climatiques et la transition juste (<https://opcc.cepal.org/en/tracker/general-overview>), qui donne accès à des données pouvant inspirer des pratiques exemplaires en matière de législation relative à l'environnement et aux changements climatiques. Après consultation des

<sup>3</sup> *Policy Considerations for Sustainable Transportation in Three Caribbean Small Island Developing States : Options for Improving Land Transportation Efficiency : Barbados, the British Virgin Islands and Jamaica*, Série Études et Perspectives, n° 117 (publication des Nations Unies, 2023).

<sup>4</sup> Voir [www.cepal.org/en/opcc](http://www.cepal.org/en/opcc).

<sup>5</sup> Voir [www.cepal.org/sites/default/files/final\\_dclr\\_cnjta\\_-\\_joint\\_statement\\_esp\\_eng\\_port\\_final2.pdf](http://www.cepal.org/sites/default/files/final_dclr_cnjta_-_joint_statement_esp_eng_port_final2.pdf).

<sup>6</sup> Voir <https://opcc.cepal.org/en/document/joint-statement-parliamentary-observatory-climate-change-and-just-transition-opcc-cop28>.

interlocuteurs ministériels compétents, elle a apporté son concours à la collecte de données auprès de 17 pays et territoires, dont les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques et Montserrat.

### **Conclusion**

Fondamentalement, la CEPALC attache la plus haute importance au développement durable des territoires non autonomes des Caraïbes. Son action en direction de ces territoires et des autres membres associés est directement régie par sa résolution 574 (XXVII), ainsi que par les résolutions 85 (XXV) et 111 (XXIX) du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. La CEPALC continue d'œuvrer à soutenir activement les aspirations au développement durable des territoires non autonomes des Caraïbes par diverses interventions.

Malgré son dévouement et en dépit des appels à octroyer aux territoires non autonomes le plein soutien du système des Nations Unies, lancés dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale<sup>7</sup>, la CEPALC continue d'avoir du mal à trouver des ressources adéquates pour ses interventions. Cela tient principalement aux procédures budgétaires qui limitent l'affectation des ressources du budget ordinaire aux activités de développement des membres associés et des territoires en particulier. Tout devrait donc être mis en œuvre pour apporter une plus grande aide financière aux territoires non autonomes, prélevée sur le budget ordinaire, afin d'appuyer les activités de développement des territoires et de renforcer leur résilience, si nous voulons vraiment « ne laisser personne de côté ». Cette nécessité est soulignée dans la résolution 111 (XXIX) du Comité de développement et de coopération des Caraïbes.

## **B. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

[13 février 2024]

En 2023, le Président de la Polynésie française a prononcé une allocution lors du dixième Forum Asie-Pacifique sur le développement durable. En outre, un représentant de la Nouvelle-Calédonie a participé au septième Forum du Pacifique pour le développement durable.

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a travaillé à la mise en œuvre de documents techniques relatifs à la coopération régionale et au développement durable dans le Pacifique, notamment un rapport intitulé « Advancing Pacific Priorities 2023 », publié en décembre 2023. Elle a mené des activités d'assistance technique et de conseil pour l'élaboration de plans solides de gestion des risques de catastrophe et d'intervention en cas de catastrophe.

Pour renforcer l'économie bleue, les conseils concernant les lignes à adopter ont porté principalement sur les réelles sources de croissance économique et de création d'emplois, dans les pays et territoires du Pacifique, permettant de favoriser la réalisation des objectifs de développement durable. En particulier, des voies ont été ouvertes pour développer la coopération entre les petites îles du Pacifique membres de la Commission.

En ce qui concerne les répercussions des catastrophes naturelles, les pays et territoires du Pacifique ont dû faire face à des défis climatiques transfrontières. L'action climatique nationale devrait être accélérée de toute urgence pour protéger les

<sup>7</sup> Par exemple, les résolutions 78/82, 78/83 et 78/101.

communautés et les groupes vulnérables, en particulier par l'élaboration de politiques de protection sociale et de stratégies de coopération.

## C. Organisation de l'aviation civile internationale

[12 mars 2024]

Dans la région des Caraïbes, les territoires non autonomes suivants sont considérés comme des membres accrédités du Bureau régional de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Caraïbes : Anguilla, Bermudes, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques et Montserrat. Les services des États-Unis d'Amérique qui jouent un rôle dans les activités liées à l'aviation, tels que la Federal Aviation Administration, la Transportation Security Administration et le Service des garde-côtes des États-Unis, représentent les intérêts des Îles Vierges américaines dans les activités de l'OACI, et l'OACI n'entretient pas de relations directes avec le territoire et ne lui apporte pas d'assistance. Le territoire bénéficie toutefois de bon nombre des activités régionales de l'OACI mentionnées ci-après. Les territoires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord bénéficient de l'appui d'une branche de l'Autorité de l'aviation civile du Royaume-Uni appelée Air Safety Support International, mais le Bureau régional entretient aussi des relations directes avec eux et les inclut dans les activités régionales d'appui. Trois de ces territoires, les Bermudes, les Îles Caïmanes et les Îles Turques et Caïques, disposent de leurs propres autorités d'aviation, qui s'appuient sur la réglementation élaborée par Air Safety Support International. Cette dernière fait office d'autorité de l'aviation *de facto* pour les autres territoires du Royaume-Uni.

Le personnel du secteur de l'aviation des territoires non autonomes susmentionnés participe régulièrement aux ateliers et séances de formation de l'OACI organisés dans la région des Caraïbes.

Dans l'esprit de la résolution 78/82 de l'Assemblée générale, l'OACI continue d'aider chaque année les territoires non autonomes susmentionnés à se préparer aux aléas des opérations aériennes et à se préparer opérationnellement à gérer les crises et les mesures de reprise d'activité, l'objectif étant le rétablissement des services liés à l'aviation. Cette assistance est fournie au niveau régional ; on veille à ce que tous les États, territoires et parties concernées par l'aviation y soient associés. Les aléas en question sont ceux liés aux ouragans, aux éruptions volcaniques, aux séismes et à d'autres phénomènes naturels ou aux phénomènes météorologiques extrêmes. L'assistance comprend une collaboration régionale et des accords sur les mesures à prendre pour assurer la continuité du service en ce qui concerne la gestion de l'espace, les itinéraires de secours des services de la circulation aérienne, la mise en œuvre des plans d'intervention d'urgence dans les aéroports, la mise en commun des meilleures pratiques et l'évaluation des scénarios de reprise après sinistre. Parmi les activités figure l'élaboration de programmes adaptés destinés à appuyer les interventions d'urgence et les activités de reprise et de reconstruction.

Le développement et la croissance de l'aviation sont coordonnés et facilités par l'OACI au moyen de mécanismes de mise en œuvre régionaux pour la région des Caraïbes, tels que la direction du groupe technique de l'aviation civile des Caraïbes orientales, les équipes spéciales pour la mise en œuvre des services de navigation aérienne et le Groupe régional de planification et de mise en œuvre de la navigation aérienne pour les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Cette action de l'OACI a permis de poursuivre le développement de l'aviation dans les territoires et de l'intégrer dans celui des États et régions adjacents, en favorisant la mise en œuvre, dans la région des Caraïbes, de systèmes de navigation aérienne axés sur les résultats, en vue d'aboutir

à un système mondial homogène de gestion du trafic aérien et à l'établissement et à la mise en œuvre d'un système régional de contrôle de la sécurité.

Les territoires continuent de participer activement aux initiatives régionales en matière d'aviation, telles que la collaboration régionale sur la modernisation du réseau régional de télécommunications aéronautiques dans la région des Caraïbes orientales et son équipe spéciale pour la mise en œuvre, à savoir le Groupe technique pour le réseau des Caraïbes orientales, dont tous les États et territoires des Caraïbes orientales sont membres.

Les territoires font également partie intégrante du portefeuille d'assistance de l'OACI pour la promotion de l'égalité des genres et le renforcement de la participation des femmes dans l'aviation et dans les initiatives de protection de l'environnement, notamment dans les domaines des carburants d'aviation durables et des aéroports verts.

Dans l'esprit du paragraphe 10 c) de la résolution [2023/33](#) du Conseil économique et social, l'OACI, dans le cadre de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), et plus particulièrement de son organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité et de son conseil pour le commerce et le développement économique, contribue à promouvoir le commerce de biens et de services et le développement économique régional durable, et fournit des conseils et une assistance en matière d'aviation, ce qui aide les territoires à mettre en œuvre des mesures de prévention et d'atténuation visant à lutter contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et d'autres activités illégales et criminelles. L'OACI, en tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies, a participé activement à la rédaction de deux déclarations communes récemment publiées par l'ONU et la CARICOM sur le développement socioéconomique et la durabilité des îles des Caraïbes. En tant que membres associés de la CARICOM, Anguilla, les Bermudes, les Îles Caïmanes, les Îles Turques et Caïques et les Îles Vierges britanniques ont participé à la rédaction de ces déclarations.

## D. Organisation internationale du Travail

[13 février 2024]

Les estimations du taux d'activité sont disponibles dans la base de données de l'Organisation internationale du Travail (OIT), ILOSTAT, qui comprend des données ventilées par sexe<sup>8</sup>.

Les données relatives à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) se trouvent dans la base de données de l'OIT intitulée COVID-19 et statistiques du travail, qui recense des informations sur le type d'aide apportée en matière de statistiques du travail<sup>9</sup>.

Des informations sur les objectifs de développement durable sont disponibles dans la base de données de l'OIT sur les objectifs et les indicateurs connexes<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Voir <https://ilostat.ilo.org/fr/data/>.

<sup>9</sup> Voir <https://ilostat.ilo.org/fr/topics/covid-19/>.

<sup>10</sup> Voir <https://ilostat.ilo.org/fr/topics/sdg/>.



## E. Fonds monétaire international

[6 février 2024]

Les activités du Fonds monétaire international (FMI) dans les territoires dépendants d'un État membre ne sont qu'un des aspects de ses interactions avec cet État. Il est donc rare de trouver une collecte de données distincte et des évaluations portant sur les questions qui intéressent spécifiquement les territoires non autonomes. Une liste des projets de développement des capacités menés par les services du FMI dans 7 des 17 territoires non autonomes au cours de l'exercice 2023 du FMI (1<sup>er</sup> mai 2022-30 avril 2023) est présentée ci-dessous.

### Anguilla

- Projet de développement des capacités dans le domaine du contrôle et de la régulation du secteur financier (contrôle des assurances et des mutuelles de crédit)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la programmation et de l'analyse macroéconomiques (programmation et analyse macroéconomiques)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (gestion actif-passif)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (exécution du budget)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (risques budgétaires)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (douanes)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (administration fiscale)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la politique fiscale (politique fiscale)

### Bermudes

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la balance des paiements (balance des paiements)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – prix (secteur réel – prix)

### Îles Caïmanes

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la balance des paiements (balance des paiements)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (exécution du budget)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – comptes nationaux (secteur réel – comptes nationaux)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – prix (secteur réel – prix)

- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (douanes)

### **Îles Turques et Caïques**

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la balance des paiements (balance des paiements)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la programmation et de l'analyse macroéconomiques (prévisions macrobudgétaires)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (exécution du budget)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (établissement du budget)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (communication des données fiscales)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – comptes nationaux (secteur réel – comptes nationaux)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – prix (secteur réel – prix)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (administration fiscale)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (douanes)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la politique fiscale (politique fiscale – taxe à la consommation)

### **Îles Vierges britanniques**

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la balance des paiements (balance des paiements)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la programmation et de l'analyse macroéconomiques (programmation et analyse macroéconomiques)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – comptes nationaux (secteur réel – comptes nationaux)
- Projet de développement des capacités dans le domaine du secteur réel – prix (secteur réel – prix)

### **Montserrat**

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la réforme du droit financier et fiscal (réforme du droit financier et fiscal)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la réforme du droit financier et fiscal (impôt sur le revenu – incitations fiscales)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (exécution du budget)
- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (communication des données fiscales)

- Projet de développement des capacités dans le domaine de l'administration des recettes (administration fiscale)

#### **Tokélaou**

- Projet de développement des capacités dans le domaine de la gestion des finances publiques (établissement d'un budget complet, crédible et au service d'une politique)

## **F. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

[9 février 2024]

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) souligne et apprécie l'importance des résolutions de l'Assemblée générale relatives aux territoires non autonomes.

En mai 2023, la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme a adressé un message vidéo lors du séminaire régional pour le Pacifique sur la mise en œuvre de la quatrième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, sur le thème « Mesures innovantes visant à assurer la réalisation des objectifs de développement durable dans les territoires non autonomes », dans lequel elle a souligné l'importance du dispositif conventionnel des Nations Unies relatif aux droits humains comme voie de progrès pour comprendre et relever les défis spécifiques auxquels font face les territoires non autonomes dans la réalisation des objectifs. Plus précisément, elle a indiqué l'importance des rapports que les Puissances administrantes remettent aux organes conventionnels et des recommandations que ceux-ci formulent par la suite concernant les territoires non autonomes. Les informations ci-après concernent les territoires non autonomes administrés par les États-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Jusqu'en juillet 2022, un Conseiller pour les droits humains du HCDH travaillait au sein du Bureau du Coordonnateur résident, dans le bureau multipays pour la Jamaïque. En outre, en août 2022, le HCDH a détaché une conseillère pour les droits humains auprès du Bureau du Coordonnateur résident, dans le bureau multipays pour la Barbade et les Caraïbes orientales. Le rôle principal des conseillères et conseillers pour les droits humains est d'intégrer les droits humains dans les activités de développement de l'Organisation des Nations Unies et, comme une seule personne occupe ce poste dans chaque bureau, leur capacité d'agir sur les questions relatives aux territoires non autonomes est très limitée.

En outre, le HCDH assure le secrétariat des organes conventionnels des Nations Unies, qui sont des comités composés d'expertes et experts indépendants en droits humains chargés de superviser la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits humains par les États parties, et de formuler des observations finales proposant aux États parties des recommandations destinées à les aider à améliorer leur conformité à ces traités, y compris en ce qui concerne certains des territoires non autonomes.

## **G. Forum des îles du Pacifique**

[5 mars 2024]

### **1. Statut au sein du Forum des îles du Pacifique**

Le Forum des îles du Pacifique est une organisation politique et économique de la région du Pacifique composée de 18 membres à part entière, dont la Polynésie

française et la Nouvelle-Calédonie. Les Tokélaou en sont membre associé et Guam et les Samoa américaines ont le statut d'observateur.

Les Tokélaou, Guam et les Samoa américaines participent au Forum à différents niveaux. Ces dernières années, en particulier depuis que les dirigeants du Forum ont approuvé la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050 et son plan de mise en œuvre, le Forum a pu se féliciter du regain d'intérêt et de participation de la part des territoires non autonomes, notamment dans le cadre de l'examen de la structure régionale auquel le Forum des îles du Pacifique procédera prochainement.

## **2. Nouvelle-Calédonie**

À ce jour, le Comité ministériel du Forum des îles du Pacifique s'est déployé à 10 reprises en Nouvelle-Calédonie pour suivre la mise en œuvre des Accords de Matignon et de l'Accord de Nouméa, le plus récemment à l'occasion du référendum sur l'indépendance de 2021.

À leur cinquante-deuxième réunion, en 2023, les dirigeants du Forum se sont félicités du point fait par la Nouvelle-Calédonie sur les discussions en cours entre les parties à l'Accord de Nouméa et ont encouragé le comité ministériel du Forum ayant trait à la Nouvelle-Calédonie à continuer de suivre le processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, conformément aux recommandations du récent rapport de la mission d'observation qui avait été accueilli avec satisfaction lors du 51<sup>e</sup> Forum des îles du Pacifique, en juillet 2022.

## **3. Participation régionale et internationale**

Le Secrétaire général et le secrétariat du Forum des îles du Pacifique agissent par l'intermédiaire, au nom et sous la direction de tous ses membres à part entière. Ainsi, le secrétariat du Forum travaille directement avec les gouvernements de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie pour discuter des questions liées au Forum, selon qu'il convient, notamment de l'examen et de l'approbation des documents et instruments du Forum. Considérant que les modalités de gouvernance des territoires non autonomes sont différentes de celles des États indépendants, le secrétariat du Forum part du principe que toute question relative à ces modalités relève de la compétence des territoires et de la Puissance administrante. La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie participent au Forum des îles du Pacifique en tant que membres à part entière, au même titre que les pays indépendants du Pacifique. Il s'agit là d'un privilège inscrit dans les principes du Pacifique bleu pour le dialogue et l'engagement, à savoir :

- a) Un Pacifique bleu unifié : reconnaître tous les membres du Forum et travailler avec eux ;
- b) Priorités régionales : intégrer et faire progresser les priorités régionales du Forum ;
- c) Logique de partenariats : planification, programmation et mise en œuvre conjointes par le Forum des îles du Pacifique et son ou ses partenaires de dialogue ;
- d) Tirer parti des mécanismes existants : s'aligner et chercher à faire fond sur les mécanismes, processus et réunions régionaux et internationaux existants ;
- e) Résultats et effets collectifs : établir des déclarations finales communes et définir un processus clair pour le suivi et la mise en œuvre.

#### **4. Pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)**

Depuis le début de la pandémie, la transmission de la COVID-19 a été relativement faible dans la région du Pacifique par rapport au reste du monde. Dès le départ, les dirigeantes et dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont rapidement mis en œuvre la Déclaration de Biketawa, mécanisme régional établi par le Forum en 2000 pour les situations de crise dans la région, et en avril 2020, les ministres des affaires étrangères du Forum ont mis en place le couloir humanitaire du Pacifique relatif à la COVID-19. La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ont joué un rôle fondamental dans la mise en place de ce couloir humanitaire, dont elles ont activement fait usage. Ce couloir a favorisé, entre autres, l'adoption d'une approche coordonnée face aux problèmes et obstacles engendrés par la pandémie, notamment pour la distribution de fournitures et d'aide médicales.

Assurant la présidence du Conseil des organisations régionales du Pacifique, le secrétariat du Forum des îles du Pacifique a codirigé l'élaboration d'une évaluation des conséquences socioéconomiques de la COVID-19 dans la région du Pacifique.

En outre, le deuxième rapport quadriennal sur le développement durable dans le Pacifique, publié en 2022, présente, dans l'un de ses chapitres, des données clés relatives à la COVID-19 et à ses répercussions sur les progrès réalisés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).

#### **5. Questions environnementales**

Le Forum des îles du Pacifique encourage la participation des territoires aux négociations et manifestations liées aux changements climatiques. La Polynésie française a présidé le groupe spécial du Partenariat pour la résilience du Pacifique (2019-2022) et a été un membre actif de l'entité dirigeante régionale chargée de la mise en œuvre du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique. Le Cadre permet d'intégrer les activités menées dans la région pour atténuer et maîtriser les risques climatiques et les risques de catastrophes aux fins du développement de la résilience.

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ont participé activement à l'élaboration de la Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques, adoptée en 2021 par le Forum des îles du Pacifique, dans laquelle il est pris acte de la menace que cette élévation du niveau de la mer représente pour les zones maritimes. Ayant nommé un porte-parole spécial pour les changements climatiques, les Tokélaou contribuent aux dialogues régionaux sur les changements climatiques.

#### **6. Lutte contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et d'autres activités illégales et criminelles**

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie sont parties aux déclarations et arrangements existants du Forum des îles du Pacifique en matière de sécurité. La Déclaration de Boe sur la sécurité régionale de 2018 étend le concept de sécurité aux problèmes de la sécurité transnationale comme le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

Les dirigeantes et dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont approuvé le Plan d'action de la Déclaration de Boe lorsqu'ils se sont réunis aux Tuvalu en août 2019. Le Plan d'action propose des mesures précises à mettre en œuvre dans six domaines d'intervention stratégiques, dont la criminalité transnationale, l'aide humanitaire et les secours en cas de catastrophe.

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie sont toutes deux membres de l'organisation Pacific Islands Chiefs of Police et, à ce titre, participent aux débats sur les problèmes de la drogue, du blanchiment d'argent et des autres activités criminelles transnationales.

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie sont également membres de la Pacific Immigration Development Community, ce qui leur donne accès aux initiatives de développement des capacités axées sur la gestion des frontières.

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie sont aussi membres de l'Organisation douanière d'Océanie, dont le programme pour le maintien de l'ordre et la sécurité aux frontières est une tribune d'échanges continus destinés à renforcer la lutte contre les problèmes correspondants qui touchent la région, qui permet aux membres de tirer parti d'initiatives régionales mutuellement avantageuses et d'y contribuer.

## 7. Ressources marines et autres ressources naturelles

Les Tokélaou sont membres de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique et participent au système de contingentement des jours de pêche des parties à l'Accord de Nauru concernant la coopération dans la gestion des pêches d'intérêt commun. L'Agence aide ses membres à gérer de manière durable les ressources halieutiques océaniques dont ils disposent dans leur zone économique exclusive. Cet appui comprend des activités de suivi, de contrôle et de surveillance destinées à renforcer les capacités nationales, l'application de conditions minimales harmonisées régissant l'accès<sup>11</sup> et la mise en œuvre d'accords de suivi, de contrôle et de surveillance relatifs au partage d'informations destinés à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans le Pacifique.

Malgré l'augmentation des recettes et la mise en œuvre d'outils de suivi, de contrôle et de surveillance, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée continue, représentant une valeur annuelle estimée à plus de 600 millions de dollars<sup>12</sup>.

## H. Programme des Nations Unies pour le développement

[12 février 2024]

### 1. Amérique latine et Caraïbes

#### *Îles Vierges britanniques*

Les Îles Vierges britanniques sont une économie de services dépendant fortement du tourisme et des services financiers. Le territoire doit relever plusieurs défis économiques et environnementaux, exacerbés par les changements climatiques, sa situation géographique, sa taille et sa vulnérabilité face aux événements extérieurs. Il est particulièrement sensible aux effets des changements climatiques, notamment aux phénomènes météorologiques plus marqués et plus fréquents, à l'élévation du niveau de la mer, à l'érosion du littoral et aux crues éclair, qui ont eu d'importantes répercussions environnementales et économiques. Par exemple, dans la période du 7 août au 19 septembre 2017, le territoire a été dévasté par trois catastrophes, des inondations et deux ouragans (les ouragans Irma et Maria), dont les conséquences économiques se sont élevées à environ 3,6 milliards de dollars, soit plus de deux fois le produit intérieur brut (PIB) du territoire. Le secteur du tourisme, qui représente

<sup>11</sup> Voir <https://vessel-register.ffa.int/sites/default/files/2024-03/HMTC%20as%20revised%20in%20FFC122%20May%202022.pdf>.

<sup>12</sup> Voir <https://www.ffa.int/>.

plus d'un tiers du PIB annuel, a été durement touché par ces catastrophes et, plus récemment, par la pandémie de COVID-19, qui a fait chuter le nombre d'arrivées de touristes ; ce nombre ne se redresse que lentement aujourd'hui. Dans ce contexte, l'appui aux programmes fourni aux Îles Vierges britanniques par le PNUD porte actuellement principalement sur le renforcement de la résilience face aux changements climatiques et sur la transformation économique.

### *Économie bleue*

Le PNUD a appuyé le plan d'action en faveur de l'économie bleue dans les Îles Vierges britanniques pour la période 2020-2025 (« Virgin Islands Strategic Blue Economy Roadmap 2020-2025 »), qui définit une approche intégrée du développement durable fondé sur les océans. Grâce aux laboratoires d'accélération du PNUD, un examen du plan d'action a été mené en 2023 avec les principales parties prenantes du secteur public, du secteur privé et des organisations non gouvernementales afin de déterminer les modalités de mise en œuvre les plus réalistes. Un plan d'action à court terme axé sur l'obtention de trois produits principaux a été élaboré pour stimuler la mise en œuvre, à savoir : a) créer des stratégies de financement durables ; b) appuyer la gouvernance de l'océan, les dispositifs visant à faire respecter la réglementation, et les mécanismes de collaboration ; c) concevoir des programmes d'information et de sensibilisation.

### *Évaluation de l'état de préparation au numérique*

Le PNUD a aidé le gouvernement du territoire dans l'évaluation de sa préparation au numérique, étape fondamentale de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies numériques visant à améliorer les services publics et la vie des citoyens et des résidents, qui permet de définir les principales difficultés à résoudre, les possibilités à exploiter et les interventions prioritaires dans cinq domaines clés de la transformation numérique : infrastructure, gouvernement, réglementation, entreprises et personnes. Le projet d'évaluation a été présenté aux hauts responsables du gouvernement pour examen et commentaires en juillet 2023.

### *Bermudes*

Les territoires non autonomes tels que les Bermudes font face à divers défis environnementaux, notamment la perte de biodiversité, les effets des changements climatiques et la pollution. Pour traiter ces questions, il est essentiel d'adopter une approche tenant compte des questions de genre, car les femmes des territoires assument souvent des responsabilités disproportionnées en matière de gestion des ressources et sont particulièrement vulnérables face aux conséquences de la dégradation de l'environnement. Cela nécessite la conception et la mise en œuvre de politiques inclusives, qui tiennent compte des besoins et des rôles spécifiques des femmes et des hommes dans l'action en faveur du développement durable.

Aux Bermudes, le PNUD s'efforce de faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 1, 5, 8, 10, 13 et 17. Ainsi, il a appuyé le renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux afin de créer un environnement politique inclusif en matière d'entrepreneuriat. Plus précisément, la capacité des entreprises dirigées par des femmes et des jeunes à intégrer l'équité de genre et la mesure de ses effets dans leurs modèles économiques a été renforcée par l'élaboration d'un programme de financement et d'accélération équitable du point de vue du genre. Il s'ensuit un accroissement de la capacité des entrepreneures et entrepreneurs à améliorer leur préparation à l'investissement, à avoir accès à un financement par émission d'actions et à établir des partenariats stratégiques.

Les capacités techniques de 15 fonctionnaires<sup>13</sup> (14 femmes et un homme) ont été renforcées en vue de créer un environnement financier favorable et tenant compte des questions de genre. Plus précisément, les représentantes et représentants sont désormais mieux à même d'aider les entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à : a) avoir accès au capital ; b) repérer les obstacles à surmonter et les possibilités à exploiter pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et des jeunes ; c) tirer parti des cadres institutionnels pour soutenir les écosystèmes entrepreneuriaux.

En outre, le PNUD a travaillé avec des ministres et des responsables techniques pour leur permettre de renforcer leurs capacités à participer à des négociations efficaces sur les changements climatiques. Il s'agissait en particulier de renforcer leurs connaissances en matière de cadres d'action climatique et de développement, d'analyse des conséquences socioéconomiques des changements climatiques, de processus de négociation et d'accès au financement climatique.

## 2. Pacifique

### *Tokélaou*

Bien que l'on ne dispose pas d'informations actualisées, on estime que le revenu national brut des Tokélaou devrait s'élever à 32 millions de dollars néo-zélandais (environ 19,4 millions de dollars américains) pour l'année financière 2018/19, dont environ 44 % provenant de la pêche, 40 % de subventions (principalement de la part de la Nouvelle-Zélande) et 6 % de l'impôt. Les revenus de la pêche ne sont pas comptabilisés dans le PIB, car ils sont considérés comme des loyers et non comme une production intérieure<sup>14</sup>. Selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le ratio impôts/PIB est passé de 14,7 % en 2016 à 22,2 % en 2021<sup>15</sup>. Après la pandémie de COVID-19, les Tokélaou n'ont rouvert complètement leurs frontières qu'en octobre 2023. Les difficultés persistantes touchant la chaîne logistique ont entraîné une hausse de l'inflation, l'indice des prix à la consommation ayant augmenté de 7,3 % en glissement annuel, entre septembre 2022 et septembre 2023. Cette évolution a tenu principalement aux coûts de transport, qui ont augmenté de 13,8 %, et aux coûts des aliments et des boissons non alcoolisées, qui ont augmenté de 9,4 %<sup>16</sup>.

En mai 2022, le *Fono* général des Tokélaou a entamé une nouvelle discussion sur l'autodétermination à l'approche du centenaire de l'administration de l'archipel par la Nouvelle-Zélande en 2026, en commençant par les villages. Le gouvernement des Tokélaou a demandé de l'aide au PNUD pour le développement de la gouvernance et de la direction politique, et un nouveau projet devrait débiter au deuxième trimestre 2024. Le gouvernement des Tokélaou affecte des fonds à ce projet, mais il faudra également mobiliser les ressources de donateurs.

Les Tokélaou sont extrêmement vulnérables face aux effets des changements climatiques, l'altitude de leurs atolls n'étant que de 3 à 5 m au-dessus du niveau de la mer<sup>17</sup>. La superficie totale habitée se limite à environ 12 km<sup>2</sup>, et 100 % de la

<sup>13</sup> Secrétaires exécutives, directrices exécutives, analystes politiques et autres.

<sup>14</sup> Voir <https://www.tokelau.org.nz/site/tokelau/files/TokelauNSO/EconoSummitApril2018Stats.pdf>.

<sup>15</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, « Statistiques des recettes publiques – Asie et Pacifique : tableaux comparatifs », base de données Secteur public, fiscalité et réglementation des marchés. Consultable à l'adresse suivante : [https://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=RS\\_ASI#](https://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=RS_ASI#).

<sup>16</sup> Voir <https://www.tokelau.org.nz/site/tokelau/2023q3-cpi-tokelau-info-release.pdf>.

<sup>17</sup> Tracie Mafile'o et al., *Review Report on Tokelau's Clinical Health Services and Patient Referrals Scheme* (Université Massey, 2019).



population vit à moins d'un kilomètre de la côte<sup>18</sup>. Les principaux défis sont les conditions météorologiques extrêmes liées aux changements climatiques, notamment l'augmentation de l'intensité des cyclones, l'augmentation de l'acidification de l'océan et des températures de la mer en surface, le blanchiment des coraux, l'intrusion saline, l'augmentation des périodes de sécheresse et l'élévation du niveau de la mer<sup>19</sup>. Cette dernière peut directement entraîner la destruction et le déplacement des habitats et influencer sur les revenus et les moyens de subsistance. Les changements climatiques devraient s'ajouter aux menaces locales qui pèsent déjà sur les récifs coralliens des Tokélaou, entraînant un déclin important de la couverture corallienne à moyen et long terme. De nombreuses espèces envahissantes potentiellement destructrices ont été délibérément ou accidentellement introduites aux Tokélaou ces dernières années, notamment plusieurs mauvaises herbes envahissantes, le scarabée rhinocéros du cocotier et, plus récemment, l'escargot géant africain. Ces nouveaux nuisibles, associés aux espèces envahissantes établies de longue date telles que le rat du Pacifique, ont des effets majeurs sur la biodiversité et les cultures vivrières des Tokélaou<sup>20</sup>. L'élimination et la gestion des déchets, ainsi que la qualité de l'eau potable (eau de pluie), restent des problèmes environnementaux majeurs, parmi lesquels on peut citer le déversement de déchets entraînant la pollution des lentilles d'eau douce, la pollution des eaux côtières, l'accumulation de déchets solides et l'élimination des déchets dangereux et des produits chimiques.

Avec l'évolution du niveau de la mer, les trois atolls de faible altitude qui composent les Tokélaou, au nord de l'archipel des Samoa, sont de plus en plus exposés au risque d'inondation et d'ondes de tempête, à l'aggravation des cyclones et à l'élévation du niveau de la mer. La faible altitude et la petite taille des trois atolls les rendent particulièrement vulnérables face aux inondations dues aux modifications du niveau de la mer et face aux effets des cyclones.

Les Tokélaou ont de faibles ressources en eau et le territoire dépend uniquement de la collecte des eaux de pluie pour tous ses besoins en eau douce. La population des Tokélaou est de plus en plus dépendante des importations de produits agricoles et alimentaires, ce qui a des effets négatifs sur son économie et sa nutrition. Les changements climatiques font peser des risques très importants sur la santé de habitantes et des habitants<sup>21</sup>.

Les interventions en cas de catastrophes demeurent compliquées, compte tenu des difficultés liées à la logistique, à l'éloignement et à l'isolement des Tokélaou, ainsi qu'à leurs infrastructures. Les atolls des Tokélaou et leurs populations se situent à 480 km au nord de Samoa. Il n'y a pas de bande d'atterrissage et le seul moyen d'accès au pays est donc le bateau depuis Samoa, un voyage d'environ 24 heures par beau temps<sup>22</sup>.

Au dernier recensement (2016), 79,2 % de la population effectuait un travail non rémunéré, et le taux de travail rémunéré des femmes était plus faible (49,9 %) que celui des hommes (70,0 %). Les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'exercer un travail de soins non rémunéré, en s'occupant des enfants de leur propre ménage (80,6 % des femmes, 52,7 % des hommes) ou d'autres ménages (43,4 % des

<sup>18</sup> Communauté du Pacifique et Division de la statistique pour le développement, base de données Mapping (Coastal) (cartographie côtière). Disponible à l'adresse suivante : <https://sdd.spc.int/mapping-coastal>.

<sup>19</sup> Voir <https://reliefweb.int/report/tokelau/tokelaus-resilience-journey>.

<sup>20</sup> Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, *Tokelau Invasive Species Strategy and Action Plan (TISSAP) 2020–2027* (Apia, 2020).

<sup>21</sup> Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), « Gender equality brief for Tokelau », décembre 2022.

<sup>22</sup> Voir <https://reliefweb.int/report/tokelau/tokelaus-resilience-journey>.

femmes, 26,0 % des hommes). Les femmes sont moins susceptibles d'exercer des activités génératrices de revenus et, par conséquent, potentiellement moins à même de se remettre des mauvais chocs et des catastrophes naturelles. La dernière politique nationale tokélaouane en faveur des femmes pour la période 2010-2015, qui a donc pris fin, reconnaissait la nécessité de mieux préparer les femmes aux catastrophes naturelles et recommandait d'accroître leur participation à la protection de l'environnement et à la préparation aux catastrophes.

Actuellement, l'appui du PNUD aux Tokélaou est centré sur l'élaboration d'une stratégie de gestion de l'écosystème des atolls et de l'océan (qui doit être achevée en 2024) dans le cadre d'un projet du Fonds commun pour les objectifs de développement durable, mené en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le programme actuellement mené conjointement par le PNUD, la FAO et l'UNICEF pour l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable aux Tokélaou grâce à des solutions politiques intégrées, financé par le Fonds commun pour les objectifs de développement durable, est axé sur la mise en place de cadres politiques cohérents, tenant compte des questions de genre et intégrés qui bénéficient aux jeunes garçons et jeunes filles, aux femmes et aux familles, en particulier aux plus vulnérables, en vue de la réalisation des priorités nationales et des objectifs.

Ce programme conjoint répond aux insuffisances des résultats obtenus actuellement en matière de développement des jeunes enfants aux Tokélaou et au manque de services coordonnés qui maximisent les ressources et les effets pour les enfants et les familles dans l'ensemble des atolls. Si les interventions prioritaires sont axées sur la nutrition, des interventions dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture, la protection sociale, le développement de la petite enfance et la scolarisation, s'attaquent aux déterminants de la nutrition.

Dans le cadre du programme conjoint, le PNUD a pour objectif d'apporter aux Tokélaou des outils, notamment un document d'orientation et un plan d'action, leur permettant d'accélérer leurs progrès vers la réalisation des cibles 14.2 et 14.7 des objectifs de développement durable, visant respectivement à gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers et à faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines. Cela permettra ensuite d'améliorer l'accès aux ressources économiques et naturelles pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle et une meilleure garantie des moyens d'existence (objectifs 1, 2 et 5), notamment pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

## **I. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

[9 février 2024]

### **1. Blanchiment d'argent**

Dans le cadre de son programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) aide les États membres à mettre en œuvre des politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment en s'associant au Groupe d'action financière, auprès duquel il a le statut d'observateur.

*Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et analyse du cadre juridique des territoires non autonomes*

La Convention des Nations Unies contre la corruption est le seul instrument universel juridiquement contraignant de lutte contre la corruption ; en janvier 2024, il comptait 190 parties. Le Mécanisme d'examen de l'application, adopté en 2009, est un processus d'examen par les pairs qui vise à aider les États à appliquer la Convention en repérant les bonnes pratiques et les lacunes dans leur législation, leurs politiques et leurs pratiques de lutte contre la corruption. En fournissant un cadre technique, objectif et non conflictuel aux discussions avec et entre les gouvernements sur la programmation des réformes visant à lutter contre la corruption, le Mécanisme sert de base à des évolutions juridiques, institutionnelles et politiques solides permettant de prévenir et combattre la corruption.

Les cadres juridiques pertinents des territoires non autonomes peuvent être analysés dans le cadre du processus d'examen, conformément à la communication officielle des États responsables de leurs relations internationales. À cet égard, le Mécanisme vise à fournir une analyse solide et détaillée des mesures de lutte contre la corruption adoptées, le cas échéant, par les territoires non autonomes et s'adaptant aux spécificités des différents contextes juridiques et territoriaux.

## **2. Initiative de l'ONUDC et de la Banque mondiale pour le recouvrement des avoirs volés (StAR)**

L'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (StAR) est un partenariat entre l'ONUDC et la Banque mondiale qui a été lancé en 2007 pour apporter une assistance technique aux États parties et les aider à appliquer le chapitre V de la Convention contre la corruption. Cette initiative a permis d'aider des pays demandant une coopération internationale de la part de territoires non autonomes et de mener des activités de renforcement des capacités destinées à améliorer la compréhension de leurs systèmes juridiques.

## **2. Traite des personnes et trafic de migrants**

En 2023, l'ONUDC a fourni une assistance technique aux praticiens de la justice pénale des Îles Turques et Caïques dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. Entre 2021 et 2023, il a mis en œuvre le projet de renforcement de l'action et des réponses transrégionales contre le trafic de migrants, destiné à lutter contre les activités des réseaux de trafic de migrants et contre la menace qui pèse sur les migrants clandestins le long des itinéraires de trafic vers l'Amérique du Nord, y compris à travers les Caraïbes. En 2023, il a organisé au Brésil une réunion transrégionale dont l'objectif principal était de renforcer la coopération internationale permettant de repérer et de combattre le trafic de migrants. À cette occasion, des praticiens des Îles Turques et Caïques ont échangé avec leurs homologues de différents pays des informations sur les itinéraires de trafic, les tendances observées et les modes opératoires.

## **J. Union postale universelle**

[6 mars 2024]

Organisation intergouvernementale à caractère technique et institution spécialisée du système des Nations Unies, l'Union postale universelle (UPU) est actuellement composée de 190 États souverains.

Pour plusieurs territoires, les dispositions pertinentes des Actes de l'UPU s'appliquent intégralement, en particulier en ce qui concerne le fonctionnement et la

réglementation des services postaux internationaux et le respect des obligations découlant des Actes. Certains de ces territoires peuvent aussi tirer régulièrement profit de la coopération technique et d'autres projets de l'UPU.

En outre, l'UPU offre diverses formes d'appui en périodes de catastrophes ou de pandémies, lorsque les services postaux tels que la logistique et les envois de fonds sont essentiels. À cet égard, une équipe de sécurité pour les Caraïbes a été créée en 2023 au Bureau international, afin de permettre à l'UPU d'apporter à cette région un appui technique pour la sécurité postale et la résilience face aux catastrophes.

## K. Programme alimentaire mondial

[9 février 2024]

Depuis 1986, le Programme alimentaire mondial (PAM) aide les réfugiés sahraouis des camps de Tindouf à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base, ainsi qu'à renforcer leurs moyens de subsistance. Les réfugiés restent dépendants de l'aide humanitaire et le PAM représente leur principale source de nourriture. Le PAM intervient actuellement en Algérie dans le cadre de son plan stratégique de pays provisoire pour la période 2019-2024. Deux révisions budgétaires ont prolongé la durée du plan, la première jusqu'en février 2022 et la seconde jusqu'en décembre 2024. Le plan demeure conforme aux objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser).

En 2022, le PAM a fourni à ses bénéficiaires une aide alimentaire générale. Il a également renforcé le développement d'une approche intégrée de la résilience, combinant des réponses environnementales et sociales aux besoins des camps. Il a dispensé une formation agricole aux familles bénéficiaires et à la population, ce qui a permis de remettre en culture des jardins et des parcelles de production de fourrage vert. L'objectif est d'améliorer la production locale d'aliments frais par la communauté des réfugiés grâce à un système de production alimentaire intégré et durable, tout en protégeant et en améliorant l'environnement. Près de 80 % des bénéficiaires de ces moyens de subsistance étaient des femmes.

Les besoins de financement du PAM pour l'Algérie ont atteint un niveau record en 2022. L'inflation des prix alimentaires internationaux et la perte temporaire d'accès des producteurs alimentaires de la mer Noire aux marchés internationaux ont constitué un défi majeur en 2022, entraînant presque un doublement des besoins de financement. Cela n'a fait qu'aggraver une situation déjà difficile. Les déficits de financement ont entraîné une réduction des rations allant jusqu'à 77,9 % entre mars et août. Dans la mesure où les ressources le permettaient, le PAM a fourni un panier alimentaire mensuel de 2 216 kcal par jour et par personne, adapté en fonction des préférences des bénéficiaires et de la fluctuation des prix alimentaires au cours de l'année.

La période de collecte des données a coïncidé avec une grave pénurie de fonds, au cours de laquelle le PAM a dû distribuer des rations alimentaires incomplètes.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM ont également mené une mission d'évaluation conjointe en 2022 afin d'examiner et de documenter la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des réfugiés sahraouis. Les résultats de la mission ont montré que les multiples chocs subis par les réfugiés sahraouis ces deux dernières années ont rendu encore un peu plus difficile leur accès aux moyens de satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Le PAM poursuit ses activités de sensibilisation pour que les besoins alimentaires essentiels des réfugiés sahraouis en Algérie soient satisfaits tout au long de l'année. À l'avenir, il continuera de plaider pour un financement rapide, souple et pluriannuel afin d'assurer la continuité du programme.

## L. Organisation mondiale de la Santé

[12 février 2024]

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appuyé tous les pays et territoires des Caraïbes pendant la pandémie de COVID-19. Elle a en particulier apporté son appui à la formation à la recherche des contacts et à la gestion des données, notamment en présentant l'utilisation du logiciel Go.Data comme outil servant à l'une et à l'autre. De plus, en 2021, elle a soutenu l'application d'exigences mondiales de déclaration des cas de COVID-19 et d'intégration du SARS-CoV-2 dans les systèmes de surveillance respiratoire de routine, un processus qui est en cours.

Pendant la pandémie, l'OMS a fourni à Anguilla, aux Bermudes, aux Îles Caïmanes, aux Îles Turques et Caïques, aux Îles Vierges britanniques et à Montserrat une formation aux tests de dépistage par amplification en chaîne par polymérase (PCR), des réactifs pour les tests PCR et des kits de tests de détection antigénique rapide.

L'OMS a organisé un atelier sur l'île de Providenciales, dans les Îles Turques et Caïques, du 6 au 8 juin 2023, auquel ont participé 24 personnes venues de neuf pays et d'un territoire (les Îles Turques et Caïques) des Caraïbes. Au cours de l'atelier, les participantes et participants ont examiné les lignes directrices sous-régionales données pour la surveillance par réseau sentinelle dans les Caraïbes.

À la demande des Îles Vierges britanniques, l'OMS collaborera avec le territoire pour renforcer sa surveillance par réseau sentinelle et ses capacités de dépistage en laboratoire de la grippe, du SARS-CoV-2 et d'autres virus respiratoires dans le pays.

### Données relatives à la COVID-19

L'incidence cumulée de la COVID-19 pour 100 habitants (2020-2023) a varié d'un territoire à l'autre, le taux le plus bas étant de 14,3 dans les Îles Turques et Caïques. La mortalité cumulée par million d'habitants la plus élevée pour la période a été enregistrée aux Bermudes (2 492) et la plus faible, aux Îles Caïmanes (538). La capacité d'analyse des laboratoires et les changements dans les protocoles locaux de prélèvement d'échantillons et d'analyse auraient eu une incidence sur la confirmation des cas à différents moments de la pandémie. Il convient de noter qu'on a enregistré un nombre cumulé de cas de COVID-19 pour la région des Amériques au cours de cette période de 191,6 millions, et un nombre cumulé de décès signalés de 2,9 millions<sup>23</sup>. L'incidence cumulée pour la région a été de 19 cas pour 100 habitants et la mortalité cumulée de 2 871 par million<sup>24</sup>.

<sup>23</sup> OMS, « Nombre de cas confirmés de COVID-19 signalés à l'OMS », tableau de bord de l'OMS sur le COVID-19. Disponible à l'adresse <https://data.who.int/fr/dashboards/covid19/cases> (consulté le 31 janvier 2024).

<sup>24</sup> Organisation panaméricaine de la Santé et OMS, « Regional demographic context, 2019 », Core Indicators Portal. Disponible à l'adresse <https://opendata.paho.org/en/core-indicators/regional-demographic-context-2019> (consulté le 31 janvier 2024).

Selon les données disponibles, dans les territoires concernés, le pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19 pour la période allait d'un maximum de 90 % dans les Îles Caïmanes à un minimum de 48 % à Montserrat. Au niveau régional, le taux de couverture vaccinale pour la première dose était de 71 %.

---